

**No. 33381**

---

**FRANCE  
and  
CUBA**

**Agreement on air transport (with annex). Signed at Havana  
on 13 October 1993**

*Authentic texts: French and Spanish.*

*Registered by France on 25 November 1996.*

---

**FRANCE  
et  
CUBA**

**Accord relatif aux transports aériens (avec annexe). Signé à  
La Havane le 13 octobre 1993**

*Textes authentiques : français et espagnol.*

*Enregistré par la France le 25 novembre 1996.*

## ACCORD<sup>1</sup> RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République de Cuba.

Etant parties à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944<sup>2</sup> et considérant:

Que les possibilités de l'aviation commerciale comme moyen de transport et comme moyen de promotion de la compréhension amicale et de la bonne volonté entre les peuples, s'accroissent de jour en jour:

Qu'ils souhaitent resserrer encore davantage les liens culturels et économiques qui unissent leurs peuples, la compréhension et la bonne volonté existant entre eux:

Qu'il est souhaitable d'organiser, sur des bases équitables d'égalité et de réciprocité, les services aériens réguliers entre les deux pays, afin de parvenir à une plus grande coopération dans le domaine du transport aérien international.

sont convenus de conclure un Accord facilitant la réalisation des objectifs sus-mentionnés.

### ARTICLE 1

#### Définitions

Pour l'interprétation et l'application du présent Accord et de son Annexe, les termes ci-après ont la signification suivante :

- A. Le terme "Convention" signifie la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale ouverte à la signature à Chicago le 7 décembre 1944, et comprend toute Annexe et tout amendement adopté, conformément aux articles 90 et 94 de cette Convention, dans la mesure où ces Annexes ou amendements ont été ratifiés par les deux Parties Contractantes ;
- B. Le terme "Accord" signifie le présent Accord et son Annexe et tous les amendements apportés à cette dernière ou à l'Accord;

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 30 août 1993 par notification, conformément à l'article 22.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, p. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

- C. L'expression "Autorités Aéronautiques " signifie en ce qui concerne la République Française, la Direction Générale de l'Aviation Civile et en ce qui concerne la République de Cuba, l'Institut de l'Aéronautique Civile, ou dans les deux cas, la personne ou l'organisme habilité à assurer les fonctions qu'exercent actuellement lesdites Autorités:
- D. Le terme "territoire" relativement à un Etat, signifie les régions terrestres, les eaux intérieures et les eaux territoriales adjacentes, qui se trouvent sous la souveraineté de cet Etat:
- E. L'expression "entreprise de transport aérien désignée" signifie une entreprise de transport aérien désignée et autorisée conformément aux dispositions de l'article 3 du présent Accord:
- F. L'expression "service aérien" signifie tout service aérien régulier assuré par des aéronefs pour le transport public de passagers, de marchandises et de courrier :
- G. L'expression "service aérien international" signifie un service aérien qui traverse l'espace aérien situé au-dessus du territoire de plus d'un Etat :
- H. L'expression "escale à des fins non commerciales" signifie un atterrissage à des fins autres que l'embarquement ou le débarquement de passagers, de marchandises et de courrier :
- I. Le terme "tarif" signifie le prix payé pour le transport de passagers, de bagages et de marchandises, ainsi que les conditions de son application, y compris les prix, commissions d'agences et d'autres services auxiliaires, à l'exclusion des recettes et des conditions de transport du courrier:
- J. L'expression "capacité d'un aéronef" signifie la charge commerciale d'un aéronef exprimée en fonction du nombre de sièges pour les passagers et du poids pour les marchandises et le courrier:
- K. L'expression "capacité offerte" signifie la totalité des capacités des aéronefs utilisés dans l'exploitation de chacun des services aériens agréés, multipliée par la fréquence :
- L. Le terme "fréquence" signifie le nombre de vols aller et retour qu'une entreprise de transport aérien effectue sur une route spécifiée dans un laps de temps déterminé:
- M. L'expression "routes spécifiées" signifie les routes établies dans le tableau des routes annexé au présent Accord:
- N. L'expression "services agréés" signifie les services aériens internationaux qui, conformément aux dispositions du présent Accord, peuvent être établis sur les routes spécifiées:

0. L'expression "sûreté aérienne" signifie la combinaison de mesures et de ressources humaines et matérielles destinées à protéger l'aviation civile contre les actes d'interférence illicite:

## ARTICLE 2

### Octroi de droits

1. Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante, les droits spécifiés au présent Accord, afin d'établir des services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées dans l'Annexe au présent Accord.
2. Sous réserve des dispositions du présent Accord, la ou les entreprises de transport aérien désignées par chaque Partie Contractante bénéficient, dans l'exploitation des services aériens agréés sur les routes spécifiées, des droits suivants:
  - a) Survoler le territoire de l'autre Partie Contractante sans y atterrir;
  - b) Effectuer des escales à des fins non commerciales sur le territoire de l'autre Partie Contractante;
  - c) Embarquer et débarquer sur ledit territoire, aux points spécifiés dans le tableau des routes en Annexe, des passagers, des marchandises et du courrier, en trafic international en provenance ou à destination de l'autre Partie Contractante.
  - d) Embarquer et débarquer sur le territoire de pays tiers, aux points spécifiés dans le tableau des routes en Annexe, des passagers, des marchandises et du courrier, à destination ou en provenance de points du territoire de l'autre Partie Contractante, comme indiqué dans l'Annexe.
3. Aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme conférant à la ou les entreprises de transport aérien désignées d'une Partie Contractante le droit d'embarquer sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des passagers, des marchandises et du courrier, contre rémunération ou en vertu d'un contrat de location, destinés à un autre point situé sur le territoire de cette autre Partie Contractante.
4. Des dispositions concernant l'exercice de droits de trafic par les entreprises désignées sur les routes spécifiées pourront être convenues entre Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes.

**ARTICLE 3****Désignation et autorisation des entreprises de transport aérien**

1. Chaque Partie Contractante a le droit de désigner, par écrit, à l'autre Partie Contractante une ou plusieurs entreprises de transport aérien pour l'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées.
2. Les services aériens sur une route spécifiée pourront être inaugurés par la ou les entreprises de transport aérien soit immédiatement, soit à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle les droits auront été accordés après que cette Partie aura désigné la ou les entreprises qui effectueront les services sur les routes spécifiées et que l'autre Partie Contractante aura délivré l'autorisation correspondante. Cette autre Partie Contractante, conformément aux dispositions de l'article 2, devra délivrer cette autorisation et pourra exiger que la ou les entreprises de transport aérien désignées se conforment aux prescriptions établies par cette Partie Contractante conformément à ses lois et règlements.
3. La désignation des compagnies sur les routes spécifiées résultera d'un accord entre Autorités Aéronautiques.

**ARTICLE 4****Révocation ou suspension des autorisations d'exploitation**

1. Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer l'autorisation d'exploitation accordée à une entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante, ou de suspendre l'exercice par celle-ci des droits spécifiés à l'article 2 de l'Accord, ou d'imposer les conditions qu'elle jugera nécessaires pour l'exercice de ces droits :
  - a) Au cas où elle estimerait ne pas avoir la preuve qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise sont entre les mains de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise de transport aérien, ou de ses ressortissants, ou
  - b) Au cas où cette entreprise de transport aérien ne se serait pas conforment aux lois ou règlements de la Partie Contractante ayant accordé ces droits, ou
  - c) Au cas où l'entreprise de transport aérien désignée cesserait de remplir les conditions prescrites au présent Accord.

2. A moins que la révocation, la suspension ou l'imposition des conditions prévues au paragraphe 1 du présent Article, ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions auxdits lois et règlements ou aux dispositions du présent Accord, un tel droit ne sera exercé qu'après consultation avec l'autre Partie Contractante.

#### ARTICLE 5

##### Respect des lois et règlements

1. Les lois et règlements d'une Partie Contractante régissant l'entrée sur son territoire, et la sortie de ce dernier, pour les aéronefs employés à la navigation aérienne internationale, ou régissant l'exploitation et la conduite de ces aéronefs, s'appliqueront aux aéronefs de la ou des entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante tant qu'ils se trouveront sur son territoire, de la même manière qu'ils sont appliqués à ses propres aéronefs, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'entrée et à la sortie du territoire de la première Partie Contractante, et tant qu'ils se trouvent sur ce territoire.
2. Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises devront se soumettre, personnellement ou par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte, aux lois et règlements en vigueur sur le territoire de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée, au séjour, et à la sortie des passagers, des équipages ou des marchandises, et notamment les dispositions relatives à l'importation et à l'exportation, à l'immigration, à la douane et aux mesures sanitaires.
3. Les lois et les règlements ci-dessus seront les mêmes que ceux appliqués aux aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

#### ARTICLE 6

##### Certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences.

1. Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une Partie Contractante et non périmés seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante pour l'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées dans le présent Accord, sous réserve que les conditions exigées pour la délivrance ou la validation de ces certificats, brevets ou licences soient équivalentes ou supérieures au minimum qui pourrait être fixé dans la Convention.

2. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables, pour le survol de son territoire et l'atterrissage sur son territoire, les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres ressortissants par l'autre Partie Contractante ou par un pays tiers.

#### ARTICLE 7

##### Redevances aéroportuaires

Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées aux aéronefs de l'autre Partie Contractante des redevances justes et raisonnables pour l'utilisation des aéroports publics et d'autres installations. Toutefois, chacune des Parties Contractantes convient que ces redevances ne seront pas supérieures à celles appliquées pour l'utilisation de ces aéroports et installations, à ses propres aéronefs assurant des services internationaux similaires, conformément à l'article 15 de la Convention.

#### ARTICLE 8

##### Droits de douane

1. Les aéronefs utilisés en service aérien international par la ou les entreprises de transport aérien désignées de l'une quelconque des Parties Contractantes ainsi que les équipements dont dispose l'aéronef pour son fonctionnement, les carburants, les lubrifiants, les fournitures techniques consommables, les provisions de bord y compris les denrées alimentaires, les tabacs et boissons se trouvant à bord desdits aéronefs, seront exemptés de tous droits de douane, impôts nationaux, frais d'inspection ou autres droits, impôts et charges fédéraux, étatiques ou locaux, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation, même si ces articles sont utilisés ou consommés sur la partie du vol effectuée au-dessus dudit territoire.
2. Seront également exemptés, sous réserve de réciprocité, de ces mêmes droits, impôts et charges, à l'exception des redevances correspondant à un service rendu:
  - a) Les carburants, les lubrifiants, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange, y compris les moteurs, lesquels devront sortir du pays lors de leur substitution, les outils et équipements spéciaux pour l'entretien et la réparation, ainsi que les provisions de bord (y compris les boissons et tabacs), les documents d'entreprise comme: billets, brochures et autres imprimés dont l'entreprise aurait besoin pour son service, ainsi que le matériel publicitaire jugé

nécessaire et destiné exclusivement au développement des activités de l'entreprise, envoyés par ou pour la ou les entreprises de transport aérien d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

- b) Les carburants, les lubrifiants, les fournitures techniques consommables, les pièces de rechange, y compris les moteurs, lesquels devront sortir du pays lors de leur substitution, l'équipement courant et les provisions de bord (dont les aliments, les tabacs et les boissons) mis à bord des aéronefs de la ou des entreprises de transport aérien d'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante et utilisés sur des services internationaux, même si de tels articles sont utilisés ou consommés sur la partie du vol effectuée au-dessus dudit territoire.
3. L'équipement normalement chargé à bord des aéronefs, ainsi que les autres matériels et provisions restant à bord des aéronefs de l'une ou l'autre Partie Contractante, ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante, qu'avec l'autorisation des autorités douanières du territoire dont il s'agit. En ce cas, ils pourront être stockés sous le contrôle desdites autorités jusqu'à ce qu'ils sortent du pays ou soient utilisés conformément aux dispositions légales en la matière.
4. Les passagers en transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie Contractante ne seront soumis qu'à un contrôle simplifié. Les bagages et les marchandises en transit direct seront exemptés de droits de douane et d'autres droits similaires.

#### ARTICLE 9

##### Egalité des chances

Les Parties Contractantes conviennent que les entreprises de transport aérien désignées par elles bénéficieront d'un traitement juste et équitable pour l'exploitation des services aériens agréés sur les routes spécifiées entre leurs territoires respectifs, sur la base du principe de l'égalité des chances.

#### ARTICLE 10

##### Capacité

1. Les entreprises de transport aérien désignées par les deux Parties Contractantes bénéficieront de possibilités égales et justes pour exploiter les services aériens sur les routes spécifiées conformément à l'article 2 paragraphe 2.



2. Pour l'exploitation des services aériens internationaux sur les routes spécifiées conformément à l'article 2 paragraphe 2, les entreprises de transport aérien désignées d'une Partie Contractante prendront en considération les intérêts des entreprises désignées de l'autre Partie Contractante, afin de ne pas affecter indûment les services aériens que ces dernières offrent sur tout ou partie de ces mêmes routes.
3. Les services aériens internationaux sur l'une quelconque des routes spécifiées conformément à l'article 2 paragraphe 2 auront comme objectif principal d'offrir une capacité adaptée pour satisfaire le besoin prévisible de transport en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise de transport aérien intéressée. Le droit pour ladite entreprise d'effectuer du transport entre les points d'une route spécifiée conformément à l'article 2 paragraphe 2 situés sur le territoire de l'autre Partie Contractante et des points situés dans des pays tiers sera exercé dans l'intérêt du développement ordonné du trafic aérien international, de façon que ladite capacité soit adaptée:
  - a) aux besoins du trafic en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante ayant désigné l'entreprise de transport aérien intéressée;
  - b) aux besoins du trafic existant dans les zones desservies, compte tenu des services aériens locaux et régionaux;
  - c) aux exigences d'une exploitation rentable des services aériens en transit.
4. La capacité totale que pourront offrir les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes sur les services convenus sera celle qui a été autorisée ou approuvée par les Autorités Aéronautiques desdites Parties Contractantes.

#### ARTICLE 11

##### Approbation des programmes

1. La ou les entreprises de transport aérien désignées par chacune des Parties Contractantes soumettront leur programme d'exploitation pour chaque saison d'hiver et d'été aux Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes, pour approbation, au moins trente jours (30) avant le début de l'exploitation. Le programme inclura les routes, les horaires, la fréquence des services, les types d'aéronefs et leur configuration, les tarifs et les conditions de transport pratiqués. Les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes devront faire connaître leur décision d'approbation ou de rejet au moins quinze (15) jours avant le début de l'exploitation.

Toute modification même mineure que les entreprises de transport aérien désignées souhaiteraient apporter ultérieurement à leur programme d'exploitation, sera soumise au préalable dans un délai raisonnable aux Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes.

2. Si l'une des entreprises de transport aérien désignées souhaite effectuer un vol supplémentaire ou spécial de façon ponctuelle, elle ne pourra le faire qu'après accord des Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes.

## ARTICLE 12

### Tarifs

1. Les tarifs appliqués par la ou les entreprises de transport aérien d'une Partie Contractante pour le transport sur les services agréés, seront établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation et notamment des coûts d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable, des caractéristiques du service et des tarifs pratiqués par d'autres entreprises de transport aérien.
2. Les tarifs visés au paragraphe 1 du présent article seront, si possible, fixés d'un commun accord entre les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes.
3. Les tarifs ainsi fixés seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes au moins trente (30) jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans certains cas, ce délai pourra être réduit sous réserve de l'accord desdites Autorités. Pour l'entrée en vigueur d'un tarif, l'accord préalable des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes est nécessaire.
4. Si les entreprises de transport aérien ne peuvent s'entendre sur aucun tarif ou si, pour une raison quelconque, un tarif ne peut être fixé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, ou si, pendant les quinze (15) premiers jours de la période de trente (30) jours mentionnée au paragraphe 3 du présent article, l'une des Parties Contractantes notifie à l'autre Partie son désaccord sur un tarif fixé conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article, les Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes s'efforceront de fixer le tarif d'un commun accord.
5. Si le tarif ne peut être fixé conformément aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, le différend sera réglé conformément aux dispositions de l'article 18 du présent Accord.

6. Les tarifs fixés conformément aux dispositions du présent article resteront en vigueur jusqu'à ce que de nouveaux tarifs soient fixés conformément à la procédure prévue au présent article. Toutefois, la validité d'un tarif ne pourra pas être prolongée en vertu du présent paragraphe, de plus de six mois à compter de la date à laquelle elle aurait dû expirer.
7. Pour la fixation des tarifs, il sera également tenu compte des recommandations de l'organisme international dont les règlements sont en usage.
8. Les entreprises de transport aérien désignées par les Parties Contractantes ne modifieront en aucun cas le prix ou les règles d'application des tarifs en vigueur avant que ces modifications aient été approuvées par les Autorités Aéronautiques des deux Parties.

#### ARTICLE 13

##### Sûreté aérienne

1. Conformément aux droits et obligations que leur impose le droit international, les Parties Contractantes réaffirment leur obligation mutuelle de protéger la sûreté de l'aviation civile contre les actes d'interférence illicite. Sans limiter la généralité de leurs droits et obligations en vertu du droit international, les Parties Contractantes devront, en particulier, agir conformément aux dispositions des accords internationaux pertinents.
2. Les Parties Contractantes s'accorderont mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports et des installations et services de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sûreté de l'aviation civile.
3. Les Parties agiront, dans leurs rapports mutuels, conformément aux dispositions relatives à la sûreté de l'aviation qui ont été établies par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et qui sont désignées comme Annexes à la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent auxdites Parties; elles exigeront des exploitants de leur nationalité ou des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire ainsi que des exploitants des aéroports situés sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sûreté de l'aviation.

4. Chaque Partie Contractante convient que ses exploitants d'aéronefs peuvent être tenus d'observer les dispositions relatives à la sûreté de l'aviation dont il est question au paragraphe 3 ci-dessus et que l'autre Partie Contractante prescrit pour l'entrée, le séjour ou la sortie dudit territoire. Chaque Partie Contractante veillera à ce que des mesures adéquates soient appliquées effectivement sur son territoire pour protéger les aéronefs et pour assurer l'inspection des passagers, des équipages, des bagages à main, des bagages, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement; chaque Partie Contractante examinera aussi avec un esprit favorable toutes les demandes que pourrait lui adresser l'autre Partie Contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sûreté raisonnables soient prises pour faire face à une menace particulière.
5. En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties Contractantes s'entraideront en facilitant les communications et autres mesures appropriées destinées à mettre fin, avec rapidité et sécurité, à cet incident ou cette menace d'incident.

#### ARTICLE 14

##### Transferts des recettes

1. Chaque Partie Contractante s'engage à assurer le libre transfert des excédents de recettes sur les dépenses réalisées sur son territoire par la ou les entreprises de transport aérien désignées de l'autre Partie Contractante au titre du transport de passagers, bagages, courrier et marchandises, ainsi que des autres activités commerciales, annexes au transport aérien, autorisées conformément aux lois et règlements de chaque Partie Contractante.
2. Pour effectuer ces transferts, la conversion en devises s'effectuera sur la base du taux de change applicable à ce genre de transactions à la date à laquelle les sommes correspondantes seront présentées en vue de leur conversion et envoi.
3. Chaque fois que le service des paiements entre les Parties Contractantes sera régi par un accord spécial, celui-ci sera applicable.

**ARTICLE 15****Fourniture de statistiques**

Les entreprises de transport aérien désignées fourniront aux Autorités Aéronautiques, si la demande en est faite, toutes les données statistiques utiles pour déterminer le volume de trafic transporté par lesdites entreprises sur les services agréés.

**ARTICLE 16****Représentation des entreprises de transport aérien**

1. La ou les entreprises de transport aérien désignées d'une Partie Contractante auront le droit d'établir des bureaux de représentation sur le territoire de l'autre Partie Contractante, et employer et faire séjourner sur le territoire de l'autre Partie Contractante, conformément aux lois et règlements liés à l'entrée, au séjour et à l'emploi, le personnel nécessaire au fonctionnement de leurs services.
2. La ou les entreprises désignées d'une Partie Contractante auront le droit de se livrer à la vente de transport aérien directement sur le territoire de l'autre Partie Contractante, et à la discrétion de l'entreprise, par l'intermédiaire de ses agents. La ou les entreprises désignées d'une Partie Contractante auront le droit de vendre ce transport et toute personne sera libre de l'acheter, dans le respect des lois et règlements de l'autre Partie Contractante applicables à ces ventes.

**ARTICLE 17****Consultations**

1. Chacune des Parties Contractantes pourra, à tout moment, demander des consultations en vue d'examiner l'interprétation, l'application ou la modification du présent Accord.

Ces consultations commenceront dans un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de réception de la demande faite par la voie diplomatique, à moins que les Parties Contractantes ne soient d'accord pour proroger ce délai. Les modifications que les Parties pourraient alors convenir d'apporter à l'Accord seront confirmées par un échange de notes diplomatiques.

2. Les amendements ou modifications du présent Accord et de son Annexe approuvés par les Parties Contractantes entreront en

vigueur définitivement, après l'accomplissement des formalités légales requises par chacune d'elles, par un échange de notes supplémentaire.

#### ARTICLE 18

##### Règlement des différends

1. Si surgit un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de cet Accord, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceront, en premier lieu, de le résoudre par voie de négociation. Si les Autorités Aéronautiques ne parviennent pas à un accord, le différend sera porté, par la voie diplomatique, devant les Parties Contractantes, et remis à leur décision.
2. Si l'on ne parvient pas à un arrangement par les méthodes précitées, le différend sera soumis à un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, chacune des Parties Contractantes en nommant un et le troisième étant désigné d'un commun accord par les deux premiers membres du tribunal pour assurer les fonctions de président du tribunal d'arbitrage, à condition que celui-ci ne soit pas ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

Chacune des Parties Contractantes nommera un arbitre dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date à laquelle l'une des Parties Contractantes aura reçu de l'autre Partie une note diplomatique dans laquelle elle demande le règlement du différend par voie d'arbitrage; le troisième arbitre sera nommé dans les soixante (60) jours à compter de l'expiration du délai de soixante (60) jours susmentionné.

Si, dans un délai imparti, l'on ne parvient pas à un accord concernant l'un ou l'autre des deux premiers arbitres, ou le tiers arbitre, ceux-ci seront désignés par le président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale conformément à ses usages, à la demande de l'une ou l'autre des Parties Contractantes.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à toute décision provisoire ou définitive rendue conformément aux dispositions du présent article.

Chacune des Parties Contractantes assumera les frais relatifs à l'arbitre qu'elle aura nommé. Les frais afférents au tribunal seront répartis à parts égales entre les Parties Contractantes, notamment toute dépense éventuellement engagée par le Président de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour mener à bien la nomination du troisième arbitre.

**ARTICLE 19****Dépôt auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale**

Le présent Accord et tous ses amendements seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

**ARTICLE 20****Compatibilité de l'Accord avec une convention multilatérale**

Le présent Accord sera rendu compatible avec toute convention de caractère multilatéral qui viendrait à lier à la fois les deux Parties Contractantes.

**ARTICLE 21****Dénonciation de l'Accord**

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier par écrit à l'autre Partie Contractante sa décision de dénoncer le présent Accord. Cette notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Dans ce cas, l'Accord prendra fin douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, sauf si ladite notification est retirée par accord mutuel avant l'expiration de ce délai.

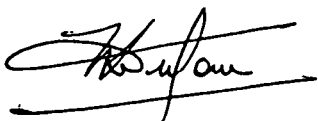
Au cas où l'autre Partie Contractante n'accuserait pas réception de cette notification, celle-ci sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date de la réception par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

**ARTICLE 22****Entrée en vigueur**

Le présent Accord entrera en vigueur à partir de la date à laquelle chacune des Parties Contractantes notifiera par note diplomatique à l'autre Partie Contractante l'accomplissement des formalités légales requises.

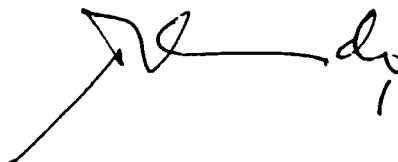
En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord en deux exemplaires, en français et en espagnol, les deux textes faisant également foi, à *LA HAVANE*.... le *13 Octobre*... mille neuf cent quatre vingt treize.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :



<sup>1</sup>  
Jean Raphaël DUFOUR  
Ambassadeur de France à Cuba.

Pour le Gouvernement  
de la République de Cuba :



<sup>2</sup>  
G/O Rogelio Avededo  
Presidente CONUNATICA Cuba

<sup>1</sup> Jean Raphaël Dufour.

<sup>2</sup> Rogelio Avededo Gonzalez.



## ANNEXE

## TABLEAU DES ROUTES

## Routes françaises

## a) Route long-courrier

Points en France - La Havane et/ou deux points au choix à Cuba - Antilles françaises - deux points au-delà en Amérique

## b) Route régionale

Antilles françaises - deux points intermédiaires - La Havane et/ou un point au choix à Cuba - un point au-delà

## I. Routes cubaines

## a) Route long-courrier

Points à Cuba- Paris et/ou deux points au choix en France - deux points au-delà en Europe

## b) Route régionale

Points à Cuba- deux points intermédiaires - deux points au choix aux Antilles françaises- un point au-delà.

## III. Dispositions générales

1. Les entreprises désignées d'une Partie Contractante peuvent terminer leurs services dans le territoire de l'autre Partie Contractante.
2. Les entreprises désignées d'une Partie Contractante peuvent, à leur gré, omettre tout point figurant au tableau des routes pourvu que le service ait pour origine et/ou destination un point situé dans le territoire de cette Partie Contractante.
3. Les entreprises désignées peuvent desservir les points figurant au tableau des routes dans l'ordre de leur choix, y compris en desservant les points intermédiaires comme points au-delà et réciproquement.
4. Les entreprises désignées des Parties Contractantes ne disposeront pas des droits de cinquième liberté entre les points dans les pays tiers figurant au tableau des routes et les points situés dans le territoire de l'autre Partie Contractante.

5. Les points non précisés figurant au tableau des routes sont déterminés à leur gré par les entreprises désignées de chaque Partie Contractante et peuvent être changés à chaque saison aéronautique considérée, selon les dispositions de l'article II de l'Accord.
  6. La ou les entreprises désignées de la Partie française, au titre de la route long-courrier, ne disposeront pas de droits de trafic entre les Antilles françaises et Cuba.
-

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

## ACUERDO RELATIVO A TRANSPORTES AÉREOS ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CUBA

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Cuba,

Siendo partes del Convenio sobre Aviación Civil Internacional firmado en Chicago el 7 de diciembre de 1944 y considerando:

Que las posibilidades de la aviación comercial como medio de transporte y como medio de fomentar el entendimiento y la buena voluntad entre los pueblos aumentan día a día;

Que desean estrechar aún más los lazos culturales y económicos que unen a sus pueblos y el entendimiento y la buena voluntad que reinan entre ellos;

Que es conveniente organizar, sobre bases equitativas de igualdad y de reciprocidad, los servicios aéreos regulares entre ambos países para reforzar la cooperación en el ámbito del transporte aéreo internacional,

han convenido concertar un Acuerdo que facilite la consecución de los objetivos antes mencionados.

### ARTICULO 1

#### Definiciones

Para la interpretación y la aplicación del presente Acuerdo y de su Anexo, los términos enunciados a continuación tienen el significado siguiente:

- A. el término "Convenio" se refiere al Convenio sobre Aviación Civil Internacional abierto a la firma en Chicago el 7 de diciembre de 1944 y comprende todo Anexo y toda enmienda adoptada, de conformidad con los Artículos 90 y 94 de dicho Convenio, siempre que dichos anexos o enmiendas hayan sido ratificados por ambas Partes Contratantes;
- B. el término "Acuerdo" se refiere al presente Acuerdo y a su Anexo y a todas las enmiendas hechas a este último o al Acuerdo;
- C. la expresión "Autoridades Aeronáuticas" significa, en lo que se refiere a la República Francesa, la Dirección General de Aviación Civil y, en lo que se refiere a la República de Cuba, el Instituto de Aeronáutica Civil de

- Cuba o, en ambos casos, la persona u organismo facultado para asumir las funciones ejercidas en la actualidad por dichas Autoridades;
- D. el término "territorio" referido a un Estado, significa las regiones terrestres, las aguas interiores y las aguas territoriales adyacentes que se hallan bajo la soberanía de dicho Estado;
- E. la expresión "empresa de transporte aéreo designada" se refiere a una empresa de transporte aéreo designada y autorizada de conformidad con las disposiciones del Artículo 3 del presente Acuerdo;
- F. la expresión "servicio aéreo" se refiere a todo servicio aéreo regular efectuado por aeronaves para el transporte público de pasajeros, de mercancías y de correo;
- G. la expresión "servicio aéreo internacional" se refiere a un servicio aéreo que atraviesa el espacio aéreo situado sobre el territorio de más de un Estado;
- H. la expresión "escala con fines no comerciales" significa un aterrizaje con fines que no sean el embarque o el desembarque de pasajeros, de mercancías y de correo;
- I. el término "tarifa" significa el precio pagado por el transporte de pasajeros, de equipaje y de mercancías y también las condiciones de su aplicación, incluidos los precios, las comisiones de agencias y otros servicios auxiliares, con excepción de los ingresos y las condiciones de transporte del correo;
- J. la expresión "capacidad de una aeronave" se refiere a la carga comercial de una aeronave expresada con arreglo al número de asientos para los pasajeros y al peso para las mercancías y el correo;
- K. la expresión "capacidad disponible" se refiere a la totalidad de las capacidades de las aeronaves utilizadas en la operación de cada uno de los servicios aéreos autorizados, multiplicada por la frecuencia;
- L. el término "frecuencia" significa el número de vuelos de ida y vuelta que efectúa una empresa de transporte aéreo en una ruta especificada y en un lapso de tiempo determinado;
- M. la expresión "rutas especificadas" se refiere a las rutas establecidas en el cuadro de rutas anexo al presente Acuerdo;
- N. la expresión "servicios autorizados" se refiere a los servicios aéreos internacionales que, de conformidad con las disposiciones del presente Acuerdo, pueden establecerse en las rutas especificadas;

- O. la expresión "seguridad aérea" se refiere a la combinación de medidas y de recursos humanos y materiales destinados a proteger la aviación civil contra los actos de interferencia ilícita;

## ARTICULO 2

### Concesión de derechos

1. Cada parte Contratante concede a la otra los derechos especificados en el presente Acuerdo, con objeto de establecer servicios aéreos internacionales regulares en las rutas especificadas en el Anexo al presente Acuerdo.
2. A reserva de las disposiciones del presente Acuerdo, la o las empresas de transporte aéreo designadas por cada Parte Contratante disfrutan, en la operación de los servicios aéreos autorizados en las rutas especificadas, de los derechos siguientes:
  - a) sobrevolar el territorio de la otra Parte Contratante sin aterrizar en él;
  - b) efectuar escalas con fines no comerciales en el territorio de la otra Parte Contratante;
  - c) embarcar y desembarcar en dicho territorio, en los puntos especificados en el Cuadro de Rutas Anexo, pasajeros, mercancías y correo, en tráfico internacional procedente o con destino a la otra Parte Contratante;
  - d) embarcar y desembarcar en el territorio de terceros países, en los puntos especificados en el Cuadro de Rutas Anexo, pasajeros, mercancías y correo, destinados a, u originados en puntos en el territorio de la otra Parte Contratante, según lo establecido en el Anexo.
3. Ninguna disposición del presente Acuerdo puede interpretarse como una concesión a la o las empresas de transporte aéreo designadas por una Parte Contratante del derecho de embarcar en el territorio de la otra Parte Contratante, a cambio de remuneración o en virtud de un contrato de alquiler, pasajeros, mercancías y correo destinados a otro punto situado en el territorio de esa otra Parte Contratante.
4. Algunas disposiciones relativas al ejercicio de los derechos de tráfico por las empresas designadas en las rutas especificadas podrán ser acordadas entre las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes.

### ARTICULO 3

#### **Designación y autorización de las empresas de transporte aéreo**

1. Cada Parte Contratante tiene el derecho de designar, por escrito, ante la otra Parte Contratante una o varias empresas de transporte aéreo para la operación de los servicios autorizados en las rutas especificadas.
2. Los servicios aéreos en una ruta especificada podrán ser inaugurados por la o las empresas de transporte aéreo sea de inmediato, sea en una fecha ulterior, a elección de la Parte Contratante a la que se hayan concedido los derechos, después de que esta Parte haya designado a la o las empresas que efectuarán los servicios en la ruta especificada y después de que la otra Parte Contratante haya expedido la autorización correspondiente. De conformidad con las disposiciones del Artículo 2, esa otra Parte Contratante deberá expedir esa autorización y podrá exigir que la o las empresas de transporte aéreo designadas cumplan las disposiciones establecidas por esa Parte Contratante conforme a sus leyes y reglamentos.
3. La designación de empresas aéreas en las rutas especificadas será el resultado de un acuerdo entre las Autoridades Aeronáuticas.

### ARTICULO 4

#### **Anulación o suspensión de las autorizaciones de operación**

1. Cada Parte Contratante se reserva el derecho de negar o anular la autorización de operación concedida a una empresa de transporte aéreo designada por la otra Parte Contratante, o de suspender el ejercicio por ésta de los derechos especificados en el Artículo 2 de este Acuerdo, o de imponer las condiciones que considere necesarias para el ejercicio de esos derechos:
  - a) si estimare no tener la prueba de que una parte sustancial de la propiedad y el control efectivo de esa empresa están en manos de la Parte Contratante que designó la empresa de transporte aéreo, o de sus nacionales, o
  - b) si dicha empresa de transporte aéreo no hubiere cumplido las leyes o reglamentos de la Parte Contratante que concedió dichos derechos, o
  - c) si la empresa de transporte aéreo designada dejare de reunir las condiciones establecidas en el presente Acuerdo.
2. A menos que la anulación, la suspensión o la imposición de las condiciones previstas en el párrafo 1 del presente Artículo no resulten inmediatamente necesarias para evitar

nuevas infracciones a dichas leyes y reglamentos o a las disposiciones del presente Acuerdo, este derecho sólo se ejercerá tras consulta con la otra Parte Contratante.

#### ARTICULO 5

##### **Respeto de las leyes y reglamentos**

1. Las leyes y reglamentos de una Parte Contratante que rigen la entrada en su territorio y la salida de este, de las aeronaves utilizadas en la navegación aérea internacional, o que rigen la operación y el pilotaje de dichas aeronaves, se aplicarán a las aeronaves de la o las empresas de transporte aéreo designadas por la otra Parte Contratante mientras se encuentren en su territorio, así como se aplican a sus propias aeronaves, y dichas aeronaves deberán someterse a estos al ingresar y al salir del territorio de la primera Parte Contratante y durante su permanencia en dicho territorio.
2. Los pasajeros, las tripulaciones y los expedidores de mercancías deberán someterse, personalmente o a través de un tercero que actúe en su nombre y por cuenta de ellos, a las leyes y reglamentos en vigor en el territorio de cada Parte Contratante relativos a la entrada, a la estancia y a la salida de pasajeros, tripulaciones o mercancías y, en particular, las disposiciones relativas a la importación y a la exportación, a la inmigración, a la aduana y a las medidas sanitarias.
3. Las leyes y los reglamentos antes mencionados serán los mismos que se apliquen a las aeronaves nacionales utilizadas en servicios internacionales similares.

#### ARTICULO 6

##### **Certificados de aeronavegabilidad, certificados de competencia y licencias**

1. Los certificados de aeronavegabilidad, los certificados de competencia y las licencias expedidos o convalidados por una Parte Contratante y aún en vigor serán considerados válidos por la otra Parte Contratante para la operación de los servicios autorizados en las rutas especificadas en el presente Acuerdo, a reserva de que las condiciones exigidas para la expedición o la convalidación de esos certificados o licencias sean equivalentes o superiores al mínimo que podría estipularse en el Convenio.
2. Sin embargo, cada Parte Contratante se reserva el derecho de no considerar válidos, para sobrevolar su territorio y aterrizar en él, los certificados de competencia y las licencias expedidos a sus propios nacionales por la otra Parte Contratante o por un tercer país.

**ARTICULO 7****Derechos aeroportuarios**

Cada una de las Partes Contratantes podrá imponer o permitir que se impongan a las aeronaves de la otra Parte Contratante derechos justos y razonables por la utilización de los aeropuertos públicos y otras instalaciones. Sin embargo, cada una de las Partes Contratantes conviene que esos derechos no serán superiores a los que se aplican por la utilización de esos aeropuertos e instalaciones a sus propias aeronaves que efectúan servicios internacionales similares, de conformidad con el Artículo 15 del Convenio.

**ARTICULO 8****Derechos de aduana**

1. Las aeronaves utilizadas en el servicio aéreo internacional por la o las empresas de transporte aéreo designadas de cualquiera de las Partes Contratantes, al igual que los equipos de que disponen las aeronaves para su funcionamiento, los carburantes, los lubricantes, los accesorios técnicos consumibles, los suministros, incluidos los productos alimenticios, y los tabacos y bebidas que se encuentren a bordo de dichas aeronaves quedarán totalmente exentos de derechos de aduana, impuestos nacionales, gastos de inspección u otros derechos, impuestos y cargos federales, estatales o locales, a su llegada al territorio de la otra Parte Contratante, siempre que dichos equipos y abastecimientos permanezcan a bordo de las aeronaves hasta su reexportación, aún si esos artículos se utilizan o se consumen en la parte del vuelo efectuado sobre dicho territorio.
2. También quedarán exentos, a reserva de reciprocidad, de esos mismos derechos, impuestos y cargos, con excepción de los cargos correspondientes a un servicio prestado:
  - a) los carburantes, los lubricantes, los accesorios técnicos consumibles, las piezas de recambio, incluidos los motores, que deberán salir del país cuando se les reemplace, las herramientas y equipos especiales para el mantenimiento y la reparación, al igual que los suministros (incluidos los tabacos y las bebidas), los documentos de empresas como: billetes, folletos y otros impresos que la empresa necesite para su servicio, así como el material publicitario considerado necesario y destinado exclusivamente al desarrollo de las actividades de la empresa, enviados por o para la o las empresas de transporte aéreo de una Parte Contratante al territorio de la otra Parte Contratante;



- b) los carburantes, los lubricantes, los accesorios técnicos consumibles, las piezas de recambio, incluidos los motores, que deberán salir del país cuando se les reemplace, el equipo ordinario y los suministros (incluidos los alimentos, los tabacos y las bebidas) introducidos a bordo de las aeronaves de la o las empresas de transporte aéreo de una de las Partes Contratantes en el territorio de la otra Parte Contratante y utilizados en servicios internacionales, aún si dichos artículos se utilizan o se consumen en la parte del vuelo efectuado sobre dicho territorio.
3. El equipo normalmente cargado a bordo de las aeronaves al igual que los otros materiales y suministros que permanecen a bordo de las aeronaves de una u otra Parte Contratante, sólo podrán descargarse en el territorio de la otra Parte Contratante con la autorización de las autoridades aduaneras del territorio de que se trata. En ese caso, podrán almacenarse bajo el control de dichas autoridades hasta que salgan del país o se utilicen de conformidad con las disposiciones legales correspondientes.
4. Los pasajeros en tránsito por el territorio de una u otra Parte Contratante serán sometidos únicamente a un control simplificado. El equipaje y las mercancías en tránsito directo quedarán exentos de derechos de aduana y de otros derechos similares.

#### ARTICULO 9

##### Igualdad de oportunidades

Las Partes Contratantes convienen que las empresas de transporte aéreo designadas por ellas disfrutarán de un trato justo y equitativo para la operación de los servicios aéreos autorizados en las rutas especificadas entre sus territorios respectivos sobre la base del principio de la igualdad de oportunidades.

#### ARTICULO 10

##### Capacidad

1. Las empresas aéreas designadas por ambas Partes Contratantes gozarán de posibilidades iguales y justas para realizar los servicios aéreos en las rutas especificadas conforme al párrafo 2 del artículo 2.
2. En la explotación de los servicios aéreos internacionales en las rutas especificadas conforme al párrafo 2 del artículo 2, las empresas aéreas designadas por una Parte Contratante tomarán en consideración los intereses de las empresas designadas por la otra Parte Contratante, a fin de no

afectar indebidamente a los servicios aéreos que estas últimas presten en la totalidad o parte de las mismas rutas.

3. Los servicios aéreos internacionales en cualesquiera de las rutas especificadas conforme al párrafo 2 del Artículo 2 tendrán como objetivo primordial ofrecer una capacidad adecuada para satisfacer la demanda previsible de transporte hacia y desde el territorio de la otra Parte Contratante que haya designado la empresa aérea interesada. El derecho de dicha empresa aérea para efectuar transporte entre los puntos de una ruta especificada conforme al párrafo 2 del artículo 2 que se encuentren localizados en el territorio de la otra Parte Contratante y puntos en terceros países será ejercitado en interés de un desenvolvimiento ordenado del tráfico aéreo internacional, de forma que dicha capacidad se ajuste a:
  - a) la demanda de transportación hacia y desde el territorio de la Parte Contratante que haya designado a la empresa aérea interesada;
  - b) la demanda de transportación existente en las zonas servidas, teniendo en cuenta los servicios aéreos locales y regionales;
  - c) las exigencias de una explotación rentable de los servicios aéreos en tránsito.
4. La capacidad total que podrán ofrecer las empresas aéreas designadas de las Partes Contratantes en los servicios convenidos será la acordada o aprobada por las Autoridades Aeronáuticas de dichas Partes Contratantes.

#### ARTICULO 11

##### Aprobación de los programas

1. La o las empresas de transporte aéreo designadas por cada una de las Partes Contratantes someterán su programa de operación para cada temporada de invierno y de verano a las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes, para su aprobación, a más tardar treinta (30) días antes de iniciarse la operación. El programa contendrá las rutas, los horarios, la frecuencia de los servicios, los tipos de aeronaves y su configuración, las tarifas y las condiciones de transporte practicadas. Las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes deberán dar a conocer su decisión de aprobación o de desestimación a más tardar quince (15) días antes de iniciarse la operación.

Toda modificación, aún menor, que las empresas de transporte aéreo designadas deseen aportar ulteriormente a su programa de operación se someterá previamente, en un plazo razonable, a las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes.

2. Si una de las empresas de transporte aéreo designadas desea efectuar un vuelo suplementario o especial con carácter excepcional, sólo podrá hacerlo previo acuerdo de las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes.

## ARTICULO 12

### Tarifas

1. Las tarifas aplicadas por la o las empresas de transporte aéreo de una Parte Contratante para el transporte en los servicios autorizados, se establecerán con tasas razonables, teniendo debidamente en cuenta todos los elementos de apreciación y, en particular, los costos de operación, un beneficio razonable, las características del servicio y las tarifas aplicadas por otras empresas de transporte aéreo.
2. Las tarifas mencionadas en el párrafo 1 del presente artículo se fijarán, en lo posible, de común acuerdo entre las empresas de transporte designadas por las Partes Contratantes.
3. Las tarifas fijadas de este modo se someterán a la aprobación de las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes a más tardar treinta (30) días antes de la fecha prevista para su entrada en vigor. En ciertos casos, este plazo podrá reducirse a reserva del acuerdo de dichas Autoridades. Para la entrada en vigor de una tarifa, es necesario el acuerdo previo de las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes Contratantes.
4. Si las empresas de transporte aéreo no pueden ponerse de acuerdo sobre alguna tarifa o sí, por una razón cualquiera, una tarifa no puede fijarse conforme a las disposiciones del párrafo 2 del presente artículo o si, durante los quince (15) primeros días del período de treinta (30) días mencionado en el párrafo 3 del presente artículo, una de las Partes Contratantes notifica a la otra Parte su desacuerdo sobre una tarifa fijada conforme a las disposiciones del párrafo 2 del presente artículo, las Autoridades Aeronáuticas de las Partes Contratantes se esforzarán por fijar la tarifa de común acuerdo.
5. Si la tarifa no puede fijarse conforme a las disposiciones de los párrafos 2, 3 y 4 del presente artículo, el litigio se resolverá conforme a las disposiciones del artículo 18 del presente Acuerdo.
6. Las tarifas fijadas conforme a las disposiciones del presente artículo permanecerán en vigor hasta que se fijen nuevas tarifas según el procedimiento previsto en el presente artículo. Sin embargo, la validez de una tarifa no podrá prolongarse en virtud del presente párrafo más de seis meses a partir de la fecha en que habría debido expirar.

7. Para la fijación de las tarifas, se tendrán en cuenta, asimismo, las recomendaciones del organismo internacional cuyos reglamentos se aplican.
8. Las empresas de transporte aéreo designadas por las Partes Contratantes no modificarán en modo alguno el precio o las reglas de aplicación de las tarifas en vigor antes de que dichas modificaciones hayan sido aprobadas por las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes.

### ARTICULO 13

#### Seguridad Aérea

1. De conformidad con los derechos y obligaciones que les impone el derecho internacional, las Partes Contratantes ratifican su obligación mutua de proteger la seguridad de la aviación civil contra los actos de interferencia ilícita. Sin limitar la generalidad de sus derechos y obligaciones en virtud del derecho internacional, las Partes Contratantes deberán, en particular, actuar de conformidad con las disposiciones de los acuerdos internacionales pertinentes.
2. Las Partes Contratantes se prestarán mutuamente, a solicitud, toda la asistencia necesaria para prevenir los actos de apoderamiento ilícito de aeronaves civiles y otros actos ilícitos que atenten contra la seguridad de dichas aeronaves, de sus pasajeros y tripulaciones, de los aeropuertos y de las instalaciones y servicios de navegación aérea y cualquier otra amenaza para la seguridad de la aviación civil.
3. Las Partes actuarán, en sus relaciones mutuas, conforme a las disposiciones relativas a la seguridad de la aviación establecidas por la Organización de Aviación Civil Internacional y designadas como Anexos al Convenio sobre Aviación Civil Internacional, en la medida en que dichas disposiciones se apliquen a ambas Partes; exigirán a los operadores de su nacionalidad o a los operadores de aeronaves cuya sede principal de su operación o cuya residencia permanente esté situada en su territorio y también a los operadores de aeropuertos situados en su territorio, que observen estas disposiciones relativas a la seguridad de la aviación.
4. Cada Parte Contratante conviene que sus operadores de aeronaves pueden estar obligados a observar las disposiciones relativas a la seguridad de la aviación referidas en el párrafo 3 supra y las prescritas por la otra Parte Contratante para la entrada, la estancia o la salida de su territorio. Cada Parte Contratante velará porque se apliquen efectivamente en su territorio las medidas apropiadas para proteger las aeronaves y para permitir la

inspección de los pasajeros, las tripulaciones, el equipaje de mano, el equipaje, la carga y los suministros, antes y durante el embarque o la carga. Asimismo, cada Parte Contratante examinará favorablemente todas las solicitudes que pueda dirigirle la otra Parte Contratante para conseguir que se adopten medidas especiales de seguridad razonables para hacer frente a una amenaza particular.

5. En caso de incidente o de amenaza de incidente de apoderamiento ilícito de aeronaves civiles o de otros actos ilícitos contra la seguridad de dichas aeronaves, de sus pasajeros y tripulaciones, de los aeropuertos o de las instalaciones y servicios de navegación aérea, las Partes Contratantes se ayudarán recíprocamente facilitando las comunicaciones y otras medidas apropiadas destinadas a poner término, con celeridad y seguridad, a dicho incidente o dicha amenaza de incidente.

#### ARTICULO 14

##### Transferencia de los ingresos

1. Cada Parte Contratante se compromete a garantizar la libre transferencia de los excedentes de ingresos respecto de los gastos efectuados en su territorio por la o las empresas de transporte aéreo designadas por la otra Parte Contratante por concepto del transporte de pasajeros, equipaje, mercancías y correo y también de las demás actividades comerciales anexas al transporte aéreo autorizadas conforme a las leyes y reglamentos de cada Parte Contratante.
2. Para efectuar esas transferencias, la conversión en divisas se efectuará sobre la base del tipo de cambio aplicable a ese tipo de transacciones en la fecha en que se presenten las cantidades correspondientes para su conversión y envío.
3. Si el servicio de pagos entre las Partes Contratantes está regido por un Acuerdo especial, este se aplicará.

#### ARTICULO 15

##### Comunicación de estadísticas

Las empresas de transporte aéreo designadas comunicarán a las Autoridades Aeronáuticas, si éstas lo solicitaren, todos los datos estadísticos necesarios para determinar el volumen de tráfico transportado por dichas empresas en sus servicios autorizados.

**ARTICULO 16****Representación de las empresas de transporte aéreo**

1. La o las empresas de transporte aéreo designadas por una Parte Contratante tendrán derecho de instalar oficinas de representación en el territorio de la otra Parte Contratante. También podrán contratar y mantener en el territorio de la otra Parte Contratante, de conformidad con las leyes y reglamentos relativos a la entrada, la estancia y la contratación en el territorio de la otra Parte Contratante, al personal necesario para el funcionamiento de sus servicios.
2. La o las empresas designadas por una Parte Contratante tendrán derecho de dedicarse a la venta de transporte aéreo directamente en el territorio de la otra Parte Contratante, y a discreción de la empresa, a través de sus agentes. La o las empresas designadas por una Parte Contratante tendrán derecho de vender ese transporte y toda persona será libre de comprarlo en el respeto de las leyes y regulaciones de la otra Parte Contratante aplicable a estas ventas.

**ARTICULO 17****Consultas**

1. Cada una de las Partes Contratantes podrá, en todo momento, solicitar consultas con miras a examinar la interpretación, la aplicación o la modificación del presente Acuerdo.

Estas consultas comenzarán en un plazo de sesenta (60) días a partir de la fecha de recepción de la solicitud cursada por vía diplomática, a menos que las Partes Contratantes estén de acuerdo en prorrogar ese plazo. Las modificaciones que las Partes podrían convenir introducir en el Acuerdo se confirmarán mediante un intercambio de notas diplomáticas.

2. Las enmiendas o modificaciones del presente Acuerdo y de su Anexo aprobadas por las Partes Contratantes entrarán en vigor definitivamente al cumplirse las formalidades legales requeridas por cada una de ellas, mediante un nuevo intercambio de notas.

**ARTICULO 18****Solución de controversias**

1. Si surge alguna controversia relativa a la interpretación o la aplicación de este Acuerdo, las Autoridades Aeronáuticas de ambas Partes Contratantes se esforzarán, en primera instancia, por resolver la misma mediante negociación. Si las Autoridades Aeronáuticas no llegasen a un acuerdo la

controversia será remitida, a través de los canales diplomáticos, a las Partes Contratantes, para su decisión.

2. Si no se llegare a un arreglo por los métodos precitados, el litigio se someterá a un tribunal de arbitraje compuesto de tres miembros, uno nombrado por cada una de las Partes Contratantes y el tercero designado de común acuerdo por los dos primeros miembros del tribunal para que asuma las funciones de presidente del tribunal de arbitraje, siempre que esta persona no sea nacional de ninguna de las dos Partes Contratantes.

Cada una de las Partes Contratantes nombrará un árbitro en un plazo de sesenta (60) días a partir de la fecha en que una de las Partes Contratantes haya recibido de la otra Parte una nota diplomática en la que solicite la solución del litigio mediante arbitraje; el tercer árbitro se nombrará en un plazo de sesenta (60) días a partir de la expiración del primer plazo de sesenta (60) días antes mencionado.

Si, en el plazo determinado, no se llegare a un acuerdo sobre alguno de los dos primeros árbitros, o sobre el tercer árbitro, estos serán designados por el Presidente del Consejo de la Organización de Aviación Civil Internacional conforme a sus usos, a petición de cualquiera de las Partes Contratantes.

Las Partes Contratantes se comprometen a someterse a toda decisión provisional o definitiva emitida de conformidad con las disposiciones del presente Artículo.

Cada una de las Partes Contratantes asumirá los gastos relativos al árbitro que haya nombrado. Los gastos correspondientes al tribunal se repartirán por partes iguales entre ambas Partes Contratantes, en particular todo gasto que haya efectuado eventualmente el Presidente de la Organización de Aviación Civil Internacional para la designación del tercer árbitro.

#### ARTICULO 19

##### **Depósito ante la Organización de Aviación Civil Internacional**

El presente Acuerdo y todas sus enmiendas se depositarán ante la Organización de Aviación Civil Internacional.

#### ARTICULO 20

##### **Compatibilidad del Acuerdo con un convenio multilateral**

Se velará por que el presente Acuerdo sea compatible con todo convenio de carácter multilateral al que se hayan adherido ambas Partes Contratantes.

ARTICULO 21

## Terminación del Acuerdo

Cada Parte Contratante podrá, en todo momento, notificar por escrito a la otra Parte Contratante su decisión de terminar el presente Acuerdo. Esta notificación se comunicará simultáneamente a la Organización de Aviación Civil Internacional. En ese caso, el Acuerdo llegará a su término doce (12) meses después de la fecha en que la otra Parte Contratante haya recibido la notificación, salvo si dicha notificación se retira por acuerdo mutuo antes de que expire dicho plazo.

Si la otra Parte Contratante no acusare recibo de esta notificación, se considerará que ésta le ha llegado catorce (14) días después de la fecha en que la haya recibido la Organización de Aviación Civil Internacional.

ARTICULO 22

## Entrada en vigor

El presente Acuerdo entrará en vigor a partir de la fecha en que cada una de las Partes Contratantes notifique, por nota diplomática, a la otra Parte Contratante que se han cumplido las formalidades legales requeridas.

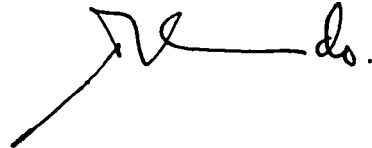
En testimonio de lo cual, los abajo firmantes, debidamente facultados para ello por sus Gobiernos respectivos, han firmado el presente Acuerdo en dos ejemplares, en francés y en español, siendo ambos textos igualmente auténticos, en *LA HABANA*.. el *13. DE OCTUBRE*..... de mil novecientos noventa y tres.

Por el Gobierno  
de la República Francesa:



Jean-Paul DUFOUE  
Ambassadeur de France à Cuba.

Por el Gobierno  
de la República de Cuba:



G/O Rogelio Acosta  
Presidente AERONAUTICA Civil



## ANEXO

## CUADRO DE RUTAS

## I. RUTAS FRANCESAS

## a) Ruta larga.

Puntos en Francia- La Habana y/o dos puntos a escoger en Cuba - Antillas francesas - dos puntos más allá en América.

## b) Ruta regional.

Antillas francesas- dos puntos intermedios - La Habana y/o un punto a escoger en Cuba - un punto más allá.

## II. RUTAS CUBANAS

## a) Ruta larga

Puntos en Cuba- París y/o dos puntos a escoger en Francia - dos puntos más allá en Europa.

## b) Ruta regional

Puntos en Cuba - dos puntos intermedios - dos puntos a escoger en Antillas francesas - un punto más allá

## III. Disposiciones generales

1. Las empresas designadas de una Parte Contratante pueden terminar sus servicios en el territorio de la otra Parte Contratante.
2. Las empresas designadas de una Parte Contratante pueden, a su gusto, omitir todo punto que figura en el cuadro de rutas siempre y cuando el servicio tenga por origen y/o destino un punto situado en el territorio de esta Parte Contratante.
3. Las empresas designadas pueden servir los puntos que figuren en el cuadro de rutas en el orden que escojan, incluyendo servir los puntos intermedios como puntos más allá y viceversa.
4. Las empresas designadas de las Partes Contratantes no dispondrán de derechos de quinta libertad entre los puntos en un tercer país que figuran en el cuadro de rutas y los puntos situados en el territorio de la otra Parte Contratante.

5. Los puntos no precisados que figuran en el cuadro de rutas serán determinados a su gusto, por las empresas designadas de cada Parte Contratante y podrán ser cambiados en cada temporada aeronáutica considerada según las disposiciones del artículo 11 del Acuerdo.
  6. La o las empresas designadas de la Parte francesa, para la ruta larga no dispondrán de derechos de tráfico entre las Antillas francesas y Cuba.
-

## [TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> ON AIR TRANSPORT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CUBA

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Cuba,

Being parties to the Convention on International Civil Aviation, signed at Chicago on 7 December 1944,<sup>2</sup> and considering;

That the possibilities of commercial aviation as a means of transport and of promoting friendly understanding and goodwill among peoples are increasing from day to day;

That they desire to strengthen still further the cultural and economic bonds which link their peoples and the understanding and goodwill which exist between them;

That it is desirable to organize, on equitable bases of equality and reciprocity, regular air services between the two countries, in order to achieve greater cooperation in the field of international air transport;

Have agreed to conclude an agreement which will facilitate the attainment of the aforementioned objectives.

*Article 1*

## DÉFINITIONS

For the interpretation and application of this Agreement and its annex, the terms set out below shall have the following meanings:

A. The term "Convention" means the Convention on International Civil Aviation, opened for signature at Chicago on 7 December 1944, and includes any annexes and amendments adopted in accordance with articles 90 and 94 of the Convention which have been ratified by both Contracting Parties;

B. The term "Agreement" means this Agreement and its annex and any amendments to the latter or to the Agreement;

C. The term "Aeronautical Authority" means, in the case of the French Republic, the Directorate General for Civil Aviation and, in the case of the Republic of Cuba, the Institute of Civil Aeronautics, or, in either case, the person or body authorized to perform the functions exercised at present by the said Authorities;

<sup>1</sup> Came into force on 30 August 1993 by notification, in accordance with article 22.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

D. The term “territory” in relation to a State means the land areas, internal waters, and territorial waters adjacent thereto under the sovereignty of that State;

E. The term “designated airline” means an airline designated and authorized in accordance with the provisions of article 3 of this Agreement;

F. The term “air service” means any scheduled air service performed by aircraft for the public carriage of passengers, cargo or mail;

G. The term “international air service” means an air service which passes through the airspace over the territory of more than one State;

H. The term “stop for non-traffic purposes” means a landing for any purpose other than taking on or discharging passengers, cargo or mail;

I. The term “tariff” means the price paid for the carriage of passengers, baggage and cargo and the conditions under which such a sum is charged, including amounts and commissions for agency or other auxiliary services, with the exception of payments and other conditions for the carriage of mail;

J. The term “capacity of an aircraft” means the payload of an aircraft expressed in terms of the number of seats for passengers and the weight of cargo and mail that can be carried;

K. The term “capacity offered” means the total of the capacities of the aircraft utilized for the operation of each of the agreed air services multiplied by the frequency;

L. The term “frequency” means the number of roundtrips that an airline operates on a specified route over a given period;

M. The term “specified routes” means the routes described in the route schedule annexed to this Agreement;

N. The term “agreed services” means the international air services which may, in accordance with the provisions of this Agreement, be established on the specified routes;

O. The term “air security” means the combination of measures and human and material resources for the protection of civil aviation against acts of unlawful interference.

## Article 2

### GRANTING OF RIGHTS

1. Each Contracting Party shall grant to the other Contracting Party the rights specified in this Agreement with the purpose of establishing international scheduled air services on the routes specified in the annex to this Agreement.

2. Except as otherwise provided in this Agreement, the airline or airlines designated by each Contracting Party shall enjoy, in the operation of agreed air services on the specified routes, the following rights:

(a) To fly without landing across the territory of the other Contracting Party;

(b) To make stops for non-traffic purposes in the territory of the other Contracting Party;

(c) To embark and disembark in the said territory, at the points specified in the annexed route schedule, passengers, cargo and mail in international traffic from or to the other Contracting Party;

(d) To embark and disembark in the territory of third countries, at the points specified in the annexed route schedule, passengers, cargo and mail in traffic to or from points in the territory of the other Contracting Party, as indicated in the annex.

3. Nothing in this Agreement shall be interpreted as conferring on the airline or airlines designated by a Contracting Party the right to embark, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo or mail bound for another destination in the territory of that other Contracting Party, in return for payment or under the terms of a lease agreement.

4. Arrangements regarding the exercise by the designated airlines on the specified routes of the right to engage in traffic may be determined by agreement between the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties.

### *Article 3*

#### DESIGNATION AND AUTHORIZATION OF AIRLINES

1. Each Contracting Party shall have the right to designate in writing to the other Contracting Party one or more airlines for the operation of the agreed services on the specified routes.

2. The airline or airlines may begin air services on a specified route either immediately or at a later date, as the Contracting Party to which the rights have been granted wishes, after that Party has designated the airline or airlines which will operate the services on the specified routes and after the other Contracting Party has issued the corresponding authorization. That other Contracting Party, pursuant to the provisions of article 2, shall issue the authorization and may require the designated airline or airlines to comply with the instructions laid down by that Contracting Party in accordance with its laws and regulations.

3. Airlines shall be designated to operate on the specified routes by agreement between the Aeronautical Authorities.

### *Article 4*

#### REVOCATION OR SUSPENSION OF AUTHORIZATIONS

1. Each Contracting Party reserves the right to deny an operating authorization to an airline designated by the other Contracting Party or to revoke an operating authorization granted to it, or to suspend the exercise by that airline of the rights specified in article 2 of this Agreement or impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of those rights:

(a) If it is not satisfied that a substantial portion of the ownership and effective control of the airline are vested in the Contracting Party which designated the airline or in its nationals; or

(b) If the airline has not complied with the laws and regulations of the Contracting Party granting those rights; or

(c) If the designated airline no longer fulfils the conditions prescribed in this Agreement.

2. Unless revocation, suspension or imposition of the conditions referred to in paragraph 1 of this article is immediately necessary in order to prevent further infringements of the aforementioned laws and regulations or of the provisions of this Agreement, such right shall be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

#### *Article 5*

##### OBSERVANCE OF LAWS AND REGULATIONS

1. The laws and regulations of each Contracting Party applicable in its territory to the entry and departure of aircraft engaged in international air navigation or to the operation and piloting of those aircraft shall apply to aircraft of the designated airline or airlines of the other Contracting Party while within its territory, in the same way as they apply to its own aircraft, and those aircraft shall comply with those laws and regulations upon entering or leaving the territory of the first Contracting Party and while within its territory.

2. Passengers, crew and shippers of goods shall submit, either personally or through a third party acting for and on behalf of them, to the laws and regulations in force in the territory of each Contracting Party in respect of the entry, stay and departure of passengers crew and goods, and in particular to the provisions relating to import and export, immigration, customs and sanitary measures.

3. The aforementioned laws and regulations shall be the same as those applied to national aircraft used on similar international services.

#### *Article 6*

##### CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS, CERTIFICATES OF COMPETENCY AND LICENCES

1. Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by a Contracting Party and still in force shall be recognized as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating agreed services on the routes specified in this Agreement, provided that the requirements under which such certificates or licenses were issued or rendered valid are equal to or above any minimum established by the Convention.

2. However, each Contracting Party reserves the right to refuse to recognize, for the purpose of flight above or landing in its territory, the validity of certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other Contracting Party or by a third country.

#### *Article 7*

##### AIRPORT CHARGES

Each Contracting Party may impose or permit to be imposed on aircraft of the other Contracting Party fair and reasonable charges for the use of public airports and other facilities. Each of the Contracting Parties agrees, however, that the said

charges shall not be higher than those paid for the use of such airports and facilities by its own aircraft providing similar international services, in accordance with article 15 of the Convention.

### *Article 8*

#### CUSTOMS DUTIES

1. Aircraft operated in international air services by the airline or airlines designated by either Contracting Party, as well as the equipment carried for the operation of the aircraft, fuel, lubricants technical supplies for consumption, and stores (including food, tobacco and beverages) on board such aircraft, shall be exempt from all customs duties, national taxes, inspection fees and other federal, state or municipal duties, taxes and charges on arriving in the territory of the other Contracting Party, provided that such equipment and stores remain on board the aircraft until such time as they are re-exported, even if the said articles are used or consumed on the part of the flight which is over the aforementioned territory.

2. The following shall also be exempt, on terms of reciprocity, from the same duties, taxes and charges with the exception of charges for services rendered:

(a) Fuel, lubricants, technical supplies for consumption, spare parts, including engines, which shall be exported after they have been changed, tools and special equipment for maintenance and repairs, as well as stores (including beverages and tobacco), airline documents such as tickets, brochures and other printed matter required for airline services, and publicity material considered necessary and used solely for the development of the airline's activities, sent by or for the airline or airlines of one Contracting Party to the territory of the other Contracting Party.

(b) Fuel, lubricants, technical supplies for consumption, spare parts, including engines, which shall be exported after they have been changed, standard equipment and stores (including food, beverages and tobacco) placed on board the aircraft of the airline or airlines of one of the Contracting Parties in the territory of the other Contracting Party and used in international services, even if such articles are used or consumed on the part of the flight which is over the aforementioned territory.

3. The equipment normally carried on board the aircraft, together with other material and supplies remaining on board the aircraft of either of the Contracting Parties, may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the authorization of the customs authorities of the territory concerned. In such cases, they may be stored under the supervision of the said authorities until they are exported or used in accordance with the relevant legal provisions.

4. Passengers in transit across the territory of either Contracting Party shall be subject only to simplified control. Baggage and cargo in direct transit shall be exempt from customs and other similar duties.

### *Article 9*

#### EQUAL OPPORTUNITIES

The Contracting Parties agree that the airlines designated by them shall be accorded fair and equitable treatment in the operation of the agreed services on the specified routes between their respective territories, on the basis of the principle of equal opportunities.

*Article 10*

## CAPACITY

1. The airlines designated by the two Contracting Parties shall be accorded equal and fair opportunities in the operation of air services on the routes specified in accordance with article 2, paragraph 2.

2. In the operation of international air services on the routes specified in accordance with article 2, paragraph 2, the designated airlines of each Contracting Party shall take into consideration the interests of the designated airlines of the other Contracting Party, so as not to affect unduly the air services provided by the latter airlines on all or part of those same routes.

3. The international air services operating on any route specified in accordance with article 2, paragraph 2, shall have as their main objective the provision of capacity adequate to meet the expected transport requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline concerned. The right of the said airline to effect transport operations between points on a route specified in accordance with article 2, paragraph 2, which are situated in the territory of the other Contracting Party and points situated in the territory of third countries shall be exercised in the interests of the orderly development of international air traffic and so that the said capacity is related to:

(a) Traffic requirements to and from the territory of the Contracting Party which has designated the airline concerned;

(b) Traffic requirements of the areas served, after taking account of local and regional air services;

(c) The requirements of viable through airline operation.

4. The total capacity which may be provided by the designated airlines of the Contracting Parties on the agreed services shall be that authorized or approved by the Aeronautical Authorities of the said Contracting Parties.

*Article 11*

## APPROVAL OF PROGRAMMES

1. The airline or airlines designated by each Contracting Party shall submit their operating programmes for each winter and summer season to the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties for approval, at least thirty (30) days prior to the commencement of operation. The programme shall include routes, schedules, frequency of flights, types and configurations of aircraft, tariffs and the transport conditions applied. The Aeronautical Authorities of the Contracting Parties shall make known their decision to approve or reject the programme at least fifteen (15) days prior to the commencement of operation.

Any amendment, even a minor amendment, which the designated airlines may wish to make to their operating programmes at a later date shall first be submitted within a reasonable time-limit to the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties.



2. If, exceptionally, one of the designated airlines wishes to carry out an additional or special flight, it may do so only with the prior agreement of the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties.

### *Article 12*

#### TARIFFS

1. The tariffs applied by the airlines of one Contracting Party for carriage on the agreed services shall be established at reasonable levels, due regard being given to all relevant factors, especially cost of operation, reasonable profit, the characteristics of the service and the tariffs applied by other airlines.

2. The tariffs referred to in paragraph 1 of this article shall, if possible, be established by mutual agreement between the airlines designated by the Contracting Parties.

3. The tariffs so agreed shall be submitted for approval to the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties at least thirty (30) days before the proposed date of their introduction. In certain cases, this time-limit may be reduced subject to the consent of the said Authorities. Prior approval by the Aeronautical Authorities of both Parties shall be necessary for the introduction of a tariff.

4. If the airlines cannot agree on a tariff or if, for any reason, a tariff cannot be established in accordance with the provisions of paragraph 2 of this article, or if, within the first fifteen (15) days of the period of thirty (30) days referred to in paragraph 3 of this article, one of the Contracting Parties gives the other Party notice of its dissatisfaction with any tariff established in accordance with the provisions of paragraph 2 of this article, the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties shall endeavour to determine the tariff by mutual agreement.

5. If the tariff cannot be established in accordance with the provisions of paragraphs 2, 3 and 4 of this article, the dispute shall be settled in accordance with the provisions of article 18 of this Agreement.

6. Tariffs established in accordance with the provisions of this article shall remain in force until a new tariff has been established by means of the procedure specified in this article. However, the applicability of a tariff shall not be extended by virtue of this paragraph for a period of more than six months from the date on which it had been scheduled to expire.

7. In determining tariffs, account shall also be taken of the recommendations of the international body whose regulations are usually applied.

8. The airlines designated by the Contracting Parties shall in no case modify prices under current tariffs or the rules for their application before such modifications have been approved by the Aeronautical Authorities of both Parties.

### *Article 13*

#### AIR SECURITY

1. Consistent with their rights and obligations under international law, the Contracting Parties reaffirm their mutual obligation to protect the security of civil aviation against acts of unlawful interference. Without limiting the generality of

their rights and obligations under international law, the Contracting Parties shall in particular act in conformity with the provisions of the relevant international agreements.

2. The Contracting Parties shall, upon request, provide all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities and services, and any other threat to the security of civil aviation.

3. The Parties shall, in their mutual relations, act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and annexed to the Convention on International Civil Aviation to the extent that such provisions are applicable to the said Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and operators of airports situated in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

4. Each Contracting Party agrees that its operators of aircraft may be required to observe the aviation security provisions referred to in paragraph 3 above required by the other Contracting Party for entry into, departure from, or while within, its territory. Each Contracting Party shall ensure that adequate measures are effectively applied within its territory to protect aircraft and to inspect passengers, crew, carry-on items, baggage, cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading; each Contracting Party shall also give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for reasonable special security measures to meet a particular threat.

5. When an incident or threat of an incident of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports or air navigation facilities and services occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

#### *Article 14*

##### TRANSFER OF RECEIPTS

1. Each Contracting Party undertakes to grant the designated airline or airlines of the other Contracting Party free transfer of the excess of receipts over expenditure achieved in its territory in connection with the carriage of passengers, baggage, mail and cargo, and other commercial activities related to air transport and authorized in accordance with the laws and regulations of each Contracting Party.

2. For the purpose of such transfers, conversion into the respective currencies shall take place at the rate of exchange applicable to that type of transaction on the date on which the corresponding amounts are presented for conversion and transfer.

3. Where transfers between the Contracting Parties are governed by a special agreement, that agreement shall be applied.

### *Article 15*

#### PROVISIONS OF STATISTICAL DATA

The designated airlines shall furnish to the Aeronautical Authorities, on request, all the statistical data required for determining the volume of traffic carried by those airlines on the agreed services.

### *Article 16*

#### REPRESENTATION OF AIRLINES

1. The designated airline or airlines of each Contracting Party shall have the right to establish commercial offices in the territory of the other Contracting Party and, in conformity with the laws and regulations regarding entry, residence and employment, to employ and maintain in the territory of the other Contracting Party the necessary personnel for the functioning of their services.

2. The designated airline or airlines of each Contracting Party shall have the right to engage directly in the sale of airline transport in the territory of the other Contracting Party and, at the discretion of the airline, through its (or their) agents. The designated airline or airlines of each Contracting Party shall have the right to sell such transport and any person shall be free to purchase it in conformity with the laws and regulations of the other Contracting Party applicable to such sales.

### *Article 17*

#### CONSULTATION

1. Consultation for the purpose of analysing the interpretation and application of, or amendment to, this Agreement may be requested at any time by either Contracting Party.

Such consultation shall begin within a period of sixty (60) days from the date of receipt of the request made through the diplomatic channel, unless the Contracting Parties agree to extend this period. If agreement is reached on amendment of the Agreement, such agreement shall be confirmed through an exchange of diplomatic notes.

2. The amendments or modifications to this Agreement and its annex which are approved by the Contracting Parties shall enter into force definitively, after the completion of the legal formalities required by each of the Parties, through a further exchange of notes.

### *Article 18*

#### SETTLEMENT OF DISPUTES

1. If any dispute arises relating to the interpretation or application of this Agreement, the Aeronautical Authorities of the Contracting Parties shall in the first place try to settle it by negotiation. If the Aeronautical Authorities fail to reach agreement, the dispute shall be brought before the Contracting Parties through the diplomatic channel and referred to them for decision.

2. If no settlement is reached through these methods, the dispute shall be submitted to an arbitral tribunal composed of three members, one of whom shall be designated by each of the Contracting Parties and the third, who shall act as President of the tribunal, by agreement between the first two members of the tribunal on condition that the third member is not a national of either of the Contracting Parties.

Each of the Contracting Parties shall designate an arbitrator within sixty (60) days of the date on which either of the Contracting Parties receives from the other Party a diplomatic note requesting the settlement of the dispute by arbitration; the third arbitrator shall be designated within sixty (60) days of the date of expiration of the sixty (60) days referred to above.

If within the time allowed no agreement is reached concerning either of the first two arbitrators, or the third arbitrator, those arbitrators shall be designated by the President of the Council of the International Civil Aviation Organization, in conformity with its practice at the request of either of the Contracting Parties.

The Contracting Parties undertake to comply with any provisional or definitive decision imposed in accordance with the provisions of this article.

Each Contracting Party shall bear the costs of the arbitrator appointed by it. The costs of the tribunal shall be shared equally between the Contracting Parties, including any expenses incurred by the President of the International Civil Aviation Organization for the purpose of designating the third arbitrator.

#### *Article 19*

#### REGISTRATION WITH THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION

This Agreement and all amendments thereto shall be registered with the International Civil Aviation Organization.

#### *Article 20*

#### COMPATIBILITY OF THE AGREEMENT WITH A MULTILATERAL CONVENTION

This Agreement shall be amended so as to conform to any future multilateral convention which is binding on both Contracting Parties.

#### *Article 21*

#### DENUNCIATION OF THE AGREEMENT

Either Contracting Party may at any time give notice in writing to the other Contracting Party of its decision to denounce this Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organization. If such notice is given, the Agreement shall terminate twelve (12) months after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice is withdrawn by agreement before the expiry of that period.

If the other Contracting Party fails to acknowledge receipt of the notice, it shall be deemed to have been received fourteen (14) days after receipt of such notice by the International Civil Aviation Organization.

*Article 22*

**ENTRY INTO FORCE**

This Agreement shall enter into force on the date on which the Contracting Parties notify each other through an exchange of diplomatic notes that the required legal formalities have been completed.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Agreement in duplicate, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

DONE at Havana on 13 October 1993

For the Government  
of the French Republic:

JEAN-RAPHAËL DUFOUR  
Ambassador of France to Cuba

For the Government  
of the Republic of Cuba:

Major General ROGELIO ACEVEDO  
Chairman,  
Institute of Civil Aeronautics

## ANNEX

## ROUTE SCHEDULE

## I. French routes

## (a) Long-haul route

Points in France–Havana and/or any two points in Cuba–French West Indies–two points beyond in America

## (b) Regional route

French West Indies–two intermediate points–Havana and/or any one point in Cuba–one point beyond

## II. Cuban routes

## (a) Long-haul route

Points in Cuba–Paris and/or any two points in France–two points beyond in Europe

## (b) Regional route

Points in Cuba–two intermediate points–any two points in the French West Indies–one point beyond

## III. General provisions

1. The designated airlines of each Contracting Party may terminate their services in the territory of the other Contracting Party.

2. The designated airlines of each Contracting Party may, if they choose, omit any point in the route schedule provided that the service departs from and/or arrives at a point situated in the territory of that Contracting Party.

3. The designated airlines may serve the points in the route schedule in the order of their choice, including intermediate points as points beyond and vice versa.

4. The designated airlines of the Contracting Parties shall not enjoy fifth freedom rights between points in third countries included in the route schedule and points situated in the territory of the other Contracting Party.

5. Where points included in the route schedule are not specified, they shall be determined by the designated airlines of each Contracting Party as they wish and may be changed each aeronautical season in accordance with the provisions of article 11 of the Agreement.

6. The designated airline or airlines of the French Party shall not enjoy traffic rights between the French West Indies and Cuba in connection with the long-haul route.

---